

Consultation publique sur la demande d'investissement de GridLink et sur l'opportunité d'une nouvelle interconnexion électrique entre la France et le Royaume-Uni

Date de la contribution : 26/07/2021

Introduction

EDF souhaite rappeler en premier lieu qu'il soutient le développement d'interconnexions électriques, dès lors que leur justification économique est robuste et que les bénéfices des projets excèdent les coûts de déploiement et d'exploitation associés. Ces deux dernières années, plusieurs études visant à définir la capacité d'interconnexion économiquement viable entre la France et la Grande-Bretagne à moyen terme ont été publiées. Par exemple, dans le dernier Plan de Développement des Réseaux à 10 ans d'ENTSO-E (TYNDP 2020), les GRT estiment que la mise en service d'une interconnexion de 1,4 GW entre les deux pays, en plus des 4 GW actuellement opérationnels ou en construction, serait bénéfique pour la collectivité.

Il y a actuellement trois projets d'interconnexion entre la France et le Royaume-Uni. Parmi ces projets, EDF n'a aucune préférence a priori, pas plus sur l'éventuel projet à privilégier dès lors que les bénéfices excèdent les coûts, que sur le mode de régulation si celui-ci ne conduit pas à déroger l'article 6 de la Directive Electricité 2019/944 relatif à l'accès aux tiers, c'est-à-dire que la capacité soit accessible de manière non discriminatoire. En revanche, si un seul projet se révélait effectivement bénéfique pour la collectivité, il conviendrait de réaliser une analyse comparant non seulement les coûts, bénéfices et risques de chaque projet, mais également une analyse comparant les bilans des différents projets entre eux, afin d'être en mesure de sélectionner le meilleur d'entre eux.

Bénéfice d'une interconnexion additionnelle entre la France et le Royaume-Uni

Question 1 : Jugez-vous pertinente l'utilisation du scénario National Trends du TYNDP 2020 comme référence, et des scénarios Global Ambition et Current Trends comme sensibilités à la hausse et à la baisse, pour évaluer l'intérêt économique d'une nouvelle interconnexion à la frontière entre la France et le Royaume-Uni ?

Non

Commentaire :

EDF considère que les scénarios du TYNDP2020 fournissent une vision encadrante des différents futurs possibles du système électrique européen et qu'aucun ne doit être vu comme constituant un scénario de référence. EDF s'étonne que la CRE propose de choisir un scénario de référence alors cela n'a pas été le cas pour les précédentes consultations, en particulier pour celle relative au projet d'interconnexion CELTIC.

EDF s'étonne également que le scénario « Distributed Energy » ne soit pas considéré dans l'analyse car jugé irréaliste par la CRE. Les scénarios du TYNDP 2020 ont fait l'objet d'une consultation des acteurs et ont été élaborés en conformité avec le Règlement Electricité. EDF, lui-même, n'avait pas recommandé de retenir le scénario « Distributed Energy » lors de la consultation des ENTSOs sur les storylines du TYNDP 2020 mais estime que, puisque validé, désormais celui-ci doit être considéré comme le sont les autres scénarios du TYNDP, qui forment un cadre de valorisation commun et harmonisé au niveau européen.

Au final, EDF observe que l'analyse coût-bénéfice est positive pour deux des trois scénarios principaux du TYNDP 2020 (« National Trends », « Global Ambitious » et « Distributed Energy »), le dernier scénario (« Current Trends ») étant particulier car il n'a pas fait l'objet d'une consultation mais résulte d'une demande de l'ACER de présenter une sensibilité visant à quantifier un retard dans la transition énergétique.

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les limites de la méthodologie proposée dans le TYNDP 2020 pour évaluer le bénéfice d'une interconnexion en termes de sécurité d'approvisionnement et la valeur des projets en termes de baisse des émissions de gaz à effet de serre ?

Ne se prononce pas

Question 3 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'analyse des bénéfices d'un projet d'interconnexion entre la France et le Royaume-Uni ? Avez-vous des remarques additionnelles ?

Non

Commentaire :

Depuis la sortie effective du Royaume-Uni de l'UE, l'allocation des capacités est effectuée au travers d'enchères explicites. Même si ce mécanisme peut parfois conduire à des imperfections telles que des flux à contre-sens à l'échéance journalière, celles-ci restent marginales et largement effacées par les ajustements réalisés aux échéances ultérieures. La mise en œuvre d'un *loose volume coupling* est présentée comme devant permettre de mieux optimiser l'utilisation de la capacité mais, compte tenu des modalités prévues, EDF considère que le gain d'optimisation découlant de ce mécanisme, s'il existe, ne sera pas significatif. Ainsi, EDF considère que même s'il existe des incertitudes sur le mécanisme qui sera mis en œuvre, cela ne devrait pas conduire à bouleverser les bénéfices estimés par l'ACB. Par conséquent, EDF ne partage pas l'analyse de la CRE et considère que les incertitudes persistantes sont marginales.

Coûts du projet GridLink

Question 4 : Avez-vous des remarques quant aux dépenses d'investissement et aux coûts d'exploitation présentés par GridLink ?

EDF n'a pas de remarques sur les coûts présentés.

Question 5 : Avez-vous des remarques quant à l'impact de GridLink sur les coûts de réseau européen (pertes électriques) et français (congestions, réserves) ?

EDF n'a pas de remarques sur les coûts présentés.

Orientations préliminaires de la CRE

Question 6 : Avez-vous des remarques sur la comparaison entre les bénéfices évalués par la CRE et les coûts du projet GridLink ?

EDF n'a pas de remarques sur les sensibilités présentées.

Question 7 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la levée des incertitudes économiques et politiques est un préalable à l'engagement d'un nouveau projet d'interconnexion entre la France et le Royaume-Uni ?

Non

Commentaire :

Comme indiqué précédemment, EDF considère que toutes les incertitudes impactant significativement les bénéfices de tout nouveau projet ont été levées. Les incertitudes restantes sont marginales et ne devraient pas conduire à modifier profondément la rentabilité dudit projet.

Question 8 : Partagez-vous les réserves de la CRE vis-à-vis de la demande d'investissement de GridLink ?

Non

Commentaire :

Tout projet comporte une part importante de risque. Les projets bénéficiaires dans tout scénario sont très rares. Le projet GRIDLINK a une valeur actualisée nette (VAN) positive dans deux des trois scénarios principaux du TYNDP 2020. EDF ne partage donc pas les réserves de la CRE et considère que cette dernière devrait approuver la demande d'investissement de Gridlink.

En revanche, si les réserves de la CRE résultent du fait qu'il existe d'autres projets d'interconnexion potentiellement moins coûteux, en particulier FABLINK, et que le premier projet prenant la décision finale d'investissement (FID) conduirait à exclure les deux autres, il conviendrait, dans ce cas, de mener une analyse comparée des coûts, des bénéfices, des délais de mise en service et des risques intrinsèques de chaque projet afin d'être en mesure de sélectionner le meilleur d'entre eux.